

**FAIRE VIVRE LA
DEMOCRATIE AU
CŒUR DE LA
MODERNITE**

Par Sadek HADJERES

(Article paru en deux fois dans El-Watan 28 et 29 nov 1992 et en une seule fois dans Alger républicain, 29 Novembre 1992)

Le PAGS traverse une crise grave. Celle-ci concerne d'abord ses militants, mais elle reflète aussi et concerne tout ce qui se passe dans notre société et dans la mouvance progressiste algérienne.

Il ne s'agit pas seulement de méthodes, de problèmes internes liés aux règles statutaires de fonctionnement d'un parti. A ce sujet, des arguments valables ont été avancés dans la motion signée par un grand nombre de membres du Comité central, en protestation contre la décision, annoncée par le coordinateur du BP, de convoquer un congrès extraordinaire qui porterait à son ordre du jour la dissolution du PAGS.

Il est compréhensible qu'une telle méthode, qui vise à banaliser et faire passer à la sauvette une décision d'une aussi grande importance, jette un doute sérieux sur les intentions du BP actuel et sur la crédibilité même du projet de parti et de société qu'il voudrait mettre en oeuvre.

C'est bien d'un problème de fond qu'il s'agit et non de simple procédure.

Au moment où on parle beaucoup de rupture avec des méthodes dépassées et dont notre peuple a assez souffert, ce qui est en cause en effet c'est: *quelles moeurs politiques cherche-t-on à instaurer? veut-on ou non contribuer à édifier par nos orientations et nos actes cette culture démocratique* qu'on

souhaite à juste titre opposer à toutes les formes d'intolérance et d'intégrisme?

***QUELLES MŒURS POUR LE
MOUVEMENT SOCIO-
POLITIQUE?***

Toutes les composantes du mouvement patriotique et progressiste sont aujourd'hui confrontées à ce problème pour surmonter et dépasser les faiblesses et les déformations qui ont entravé leurs activités et leur ancrage dans la société.

En cette période de crise, la question se pose concrètement ainsi: *sur quoi s'appuyer pour favoriser entre tous les Algériens de bonne volonté ce minimum d'unité d'action qui est vital*, pour faire sortir le pays de la situation tragique où il risque de s'enfoncer?

Assurément pas sur les conceptions et le style de *pensée unique* bureaucratiquement imposée, ni sur les exclusives, les chasses aux sorcières et autres procédés de même nature. Le PAGS, à sa naissance et tout au long de sa vie clandestine, n'a cessé de lutter _ d'une façon constructive au nom même des intérêts de l'édification nationale _ contre cette conception et ce style mis en oeuvre entre autres par le parti unique officiel.

Ces méthodes sont aussi parmi d'autres, l'une des raisons qui ont contribué à briser, même si c'est momentanément à l'échelle de l'histoire, les espérances immenses qui s'étaient levées dans les pays de l'Est.

On peut le dire sans hésitation. Ce problème est au coeur de l'évolution du mouvement social contemporain, dans des formes spécifiques appropriées aux niveaux de développement et aux particularités des différents pays.

Il est au coeur de la recomposition des forces acquises au progrès social et démocratique. Cette recomposition sera à mon avis une oeuvre de longue

haleine, liée à des luttes complexes qui restent nécessaires pour la survie économique (pour ne pas dire physique) et pour le consensus politique et les ouvertures idéologico-culturelles indispensables à l'édification à notre époque.

Cette recomposition n'exige sans doute pas la fin des partis. Ceux qui la réclament aujourd'hui ne font qu'œuvrer à la constitution d'autres partis, encore plus fermés sur leur propre projet, quelles que soient leur dénomination ou leur façade.

Mais cette recomposition rendra souhaitable une conception renouvelée, évolutive, du rôle et du fonctionnement des organisations à caractère politique. Cela veut dire que dès aujourd'hui l'action politique rénovée devrait mieux se conjuguer avec l'activité de masse associative, fondée sur l'initiative des différentes catégories de la population, fondée aussi sur une fructueuse confrontation entre les efforts d'élaboration théorique et les enseignements de l'expérience.

Cette recomposition demandera surtout de faire reculer différentes formes d'hégémonisme, qu'elles soient de nature partisane, idéologique, étatique ou sociétale.

L'APPROCHE DÉMOCRATIQUE D'UNE ISSUE A LA CRISE

Si on se réfère aux tâches les plus actuelles, un tel effort aiderait notre pays, son peuple, ses institutions, à dépasser les faux clivages et les procès d'intention.

Nous sommes bel et bien tombés dans ces derniers à partir du moment où on a tout à la fois isolé et opposé de plus en plus, dans un enchaînement devenu incontrôlé, deux facteurs qui pourtant,

si on se place dans une approche et une perspective démocratiques, ont vocation de s'épauler et de se compléter.

On a voulu opposer, (comme s'ils étaient exclusifs l'un de l'autre ou qu'ils ne pouvaient exister qu'en subordination totale de l'un à l'autre), d'un côté le droit de tout Etat démocratique à protéger la sécurité et la liberté des citoyens par les moyens constitutionnels de l'appareil d'Etat et d'un autre côté l'action politico-sociale et culturelle irremplaçable des citoyens. Il ne peut y avoir de solutions durables sans un Etat doué d'une réelle autorité et se donnant les moyens de son action. De la même façon, il ne saurait y avoir, pour n'importe quel problème, de solutions durables si elles sont seulement imposées par le haut, y compris lorsqu'elles sont dictées par les meilleures intentions du monde, si elles ne sont pas relayées par un consensus politique suffisant, émanant de la société et de la nation.

C'est ce besoin démocratique qui fonde le rôle des organisations à caractère politique, dans la pluralité idéologique incontournable du monde actuel. Et c'est pourquoi l'action et les instruments autonomes à caractère politique ne peuvent être remplacés par les seules mesures ou organismes à caractère administratif.

C'est pourquoi aussi les partis qui se veulent tournés vers l'avenir sont voués à l'échec s'ils ne sont pas convaincus d'une chose: le nouveau et la modernité, les ruptures indispensables avec ce qui est périmé et freine les évolutions souhaitables, il ne suffit pas d'en proclamer la nécessité, encore moins de prétendre les réaliser avec des pratiques issues en droite ligne des vieilleries de l'arsenal hégémoniste. *C'est toute la différence entre une rupture au sens dialectique créateur et ces cassures*

désastreuses au nom des "tables-rases" de l'histoire .

POURQUOI DES ESPOIRS RESTÉS SANS LENDEMAIN?

Ce n'est pas par incapacité congénitale ni par manque de volonté de répondre aux exigences de notre temps que le PAGS est entré en crise.

C'est parce que pour différentes raisons, l'exécutif de ce parti n'a pas accordé aux implications réelles de ces exigences l'attention suffisante ou même qu'il leur a tourné franchement le dos.

Le consensus dégagé par le Congrès du parti (Décembre 1990) aurait pourtant dû encourager cet exécutif, en s'appuyant sur le premier comité central enfin élu après la clandestinité, à faire épanouir la richesse dont ce CC était porteur, par des échanges correspondant à la complexité de la situation.

Les délégués au Congrès, dans leur immense majorité, avaient adopté ce consensus avec une sagesse qui n'excluait pas l'esprit critique et la vigilance. Ils avaient espéré, non sans quelque raison, que ce consensus contribuerait en cette phase d'interrogations à sauvegarder les potentialités du parti et du mouvement social et démocratique à un moment crucial dans la vie du pays. Les résultats du Congrès, malgré tout ce qu'on pourrait en dire, avaient nourri bien des espoirs, à partir d'une recommandation simple et forte à la fois: *agir unis et continuer en même temps à débattre.*

C'était possible et raisonnable. Le Congrès en avait fourni les orientations de base. Agir unis demeurait possible autour de la plate-forme d'action concrète que le Congrès avait adoptée à la quasi unanimité. Cela aurait créé le meilleur climat pour alimenter le débat et inversement. Besoin d'autant plus

grand que le débat autour des orientations stratégiques avait alors été reconnu par tous comme notoirement insuffisant, voire à peine amorcé dans la plupart des instances du parti.

En un mot, il restait à faire confiance à l'esprit de responsabilité grandissant des militants face aux enseignements de l'histoire passée, des mutations présentes et de leur expérience quotidienne. Il suffisait que soit respecté en chaque militant ce qui était à la base de son engagement social et démocratique et avait fait la force du PAGS dans les années difficiles de la clandestinité. Malheureusement, l'interaction bénéfique entre mobilisation dans l'action et élévation de la cohésion politico-idéologique, fortement exigée par la complexité des événements, sera artificiellement contrecarrée et brutalement cassée par les étroitesse.

De nombreuses orientations du programme d'action ont été abandonnées ou même condamnées par le nouvel appareil exécutif sans explication convaincante pour les militants. Quand les directives n'emportaient pas la conviction de ces derniers, il leur était répondu: *"Appliquez d'abord, vous discuterez ensuite"* Langage nouveau envers des militants dont l'esprit de discipline collective n'avait pu se forger malgré les contraintes et les conditions opaques de la clandestinité que dans la mesure où ils ressentaient un climat de confiance et de respect envers leur engagement volontaire.

Chaque opinion ou nuance exprimée devenait rapidement *"tachouich"* et travail fractionnel passible de chasse aux sorcières. Devant les craintes exprimées sur les dangers d'effritement à cause de ces méthodes, il était

répondu avec assurance: " *Les départs ne feront que renforcer le parti*"

Les tenants de ces méthodes se sont d'abord prévalu de la nécessité d'un exécutif "homogène" face aux dangers courus par l'Algérie. On a vu ce qu'est devenue cette homogénéité, puisque cet organisme restreint qui s'était défini et voulu ainsi (homogène) au départ, s'est ensuite cassé successivement **de son intérieur mais suite à des manipulations extérieures au parti** en trois morceaux au moins. Il est rapidement apparu que cet argument (de l'homogénéité) n'était que prétexte et moyen de se rendre indépendant de la pression sociale et mener une politique d'appareil. Il fallait pour cela effacer le rôle dirigeant du comité central, transformé malgré les statuts en chambre d'enregistrement, et dans ce but, pratiquer l'autoritarisme au nom d'une soi-disant efficacité, en ignorant les signaux d'incompréhension et de réprobation parvenant de plus en plus nombreux de la base militante et de la société.

TIRER DES ENSEIGNEMENTS OU CHERCHER DES BOUCS ÉMISSAIRES ?

Ce style était voulu et exacerbé, dans un moment de tension politique nationale sur-dramatisée, pour braquer l'opinion vers une seule issue (de la crise nationale, une issue administrative, autoritaire, imposée par le haut) alors que le potentiel de mobilisation politique démocratique était présent aussi bien dans le pays que dans le parti.

Ce style eut pour principal résultat de décourager et éloigner chaque fois par centaines des militants et responsables qui avaient donné les preuves de leur combativité, de leur abnégation et de leur désintéressement au moment des choix les plus difficiles. Simplement, ils

étaient désespérés de ne pouvoir, alors que la situation le permettait largement, donner honnêtement leur avis avant de s'engager face aux dangers que le pays allait vivre.

Des dizaines de milliers de travailleurs, de paysans, de jeunes étudiants et chômeurs, de femmes, de cadres, d'intellectuels, de journalistes, de militants syndicaux, habitués à faire confiance a priori au PAGS, ont vu avec amertume la direction de ce parti s'éloigner de leurs préoccupations brûlantes au nom de considérations à la fois très abstraites et fortement politiciennes.

Dans le même temps et de ce fait même, cette direction s'enfermait dans des querelles et divisions internes stériles, liées à des spéculations et enjeux de pouvoir au niveau des sphères dirigeantes du pays. Elle négligeait jusqu'à le rejeter un élément d'analyse majeur, l'état d'esprit des différentes couches de citoyens, leur perception fondée ou fautive de leurs propres intérêts, tout cela sous prétexte d'éviter le populisme.

Pourtant le PAGS durant toute sa longue histoire, s'était honoré dans cette tâche difficile de faire reculer les approches populistes. Il l'avait fait en liant la défense des intérêts des citoyens, travailleurs manuels et intellectuels, avec celle des intérêts de l'économie nationale et de l'édification. C'était même devenu l'un des traits principaux de son identité politique, et lui valait les reproches contradictoires des différents pôles de l'éventail politique.

Mais la nouvelle mouture de l'approche antipopuliste, proposée au nom de la modernité contre l'archaïsme, a consisté à remettre à l'honneur les vieux refrains de la propagande capitaliste, tandis que leurs auteurs, pour des raisons politiciennes, s'acharnaient contre les

réformateurs authentiques qui dans le gouvernement Hamrouche bousculaient les intérêts de clans enracinés dans le système.

Ainsi des secteurs entiers des grands complexes industriels, de la paysannerie et des quartiers populaires ont été livrés sans défense aux menées réactionnaires et obscurantistes, au nom d'une glorification unilatérale des lois objectives du marché capitaliste. Cet abandon venait assez souvent de ceux-là même qui à partir du milieu des années 80 avaient montré le plus de rigidité dans leur vision de l'option socialiste et dans le rejet mécanique de toute réforme économique.

Certains sont ainsi passés, pour différentes raisons, d'un dogme à un autre. Ces positions sectaires ont contribué, au delà même des rangs du PAGS, à accentuer la dispersion et en définitive le ballottement et la dérive de diverses formations et courants démocratiques, alors que la mémorable manifestation du 10 Mai 1990 amorçait de sérieuses perspectives d'action unie pour peu que progresse l'esprit d'ouverture.

Des potentialités réelles ont été ainsi gâchées depuis deux ans par l'escalade des pratiques étroites qui ont entravé l'émergence dans la société civile de noyaux de résistance démocratique, s'exprimant dans des formes qui leur soient propres, à partir de leurs intérêts, de leurs préoccupations, de leurs représentations et de leur niveau de conscience civique.

Mais au lieu de mettre le doigt sur les causes réelles de ce recul de la scène politique pour mieux le surmonter, on invoque de prétendues tares originelles du mouvement social qu'on culpabilise pour justifier et mettre en oeuvre un plan de liquidation d'une des réalisations les plus importantes du mouvement social et démocratique.

SAURONS-NOUS ETRE OUVERTS SUR L'AVENIR ?

Ce qu'on risque de frapper ainsi gravement, ce n'est pas seulement un parti. C'est un courant historique national, authentique et profond malgré toutes ses faiblesses. C'est l'un des constituants de l'espérance démocratique, une force à vocation de rassemblement et de dialogue, qu'on a depuis longtemps cherché en vain à domestiquer ou à dévoyer.

Ce courant historique, le moment était venu, (peut-être n'est-il pas encore trop tard), de lui assurer les objectifs et les chemins nouveaux de son avance sans trahir et dénaturer l'humanisme dont il se réclamait et qui a été en tout cas l'une des motivations les plus fortes de la majorité de ses adhérents.

L'importance de l'enjeu me dégage de l'obligation de réserve publique que je m'étais imposée depuis deux ans à tort ou à raison, sachant les inconvénients et l'inconfort d'une telle situation.

J'espérais, à tort, que les dépassements auraient une limite, jusqu'à ce que les événements et une poussée démocratique inévitable à plus long terme imposent un climat fructueux de discussions et d'écoute débouchant sur les clarifications souhaitables.

C'est la raison pour laquelle j'ai appuyé la motion qui m'a été adressée par plusieurs membres du CC ayant différentes opinions sur l'avenir, en raison de son caractère ouvert aux débats.

J'apporterai le même soutien moral et politique à toute autre initiative - quelles que soient les opinions de leurs auteurs sur différentes questions de fond - pourvu qu'elles témoignent d'une réelle volonté de rapprocher les points

de vue qui peuvent l'être à travers des actions unies et des débats objectifs, sereins, concrets.

Ma prise de position aujourd'hui ne changera rien par ailleurs à ma décision prise déjà avant le Congrès, de me décharger de toute responsabilité opérationnelle.

J'étais et reste convaincu que le devoir d'un dirigeant est d'encourager la promotion des jeunes malgré les risques de l'inexpérience qu'il faut relativiser.

La meilleure contribution que je peux y apporter après un demi-siècle d'activisme militant ininterrompu est de consacrer le maximum de temps à une tâche que je considère primordiale: décanter et confronter nos multiples expériences à la lumière des recherches théoriques liées aux mutations en cours dans le monde.

Placé hors des affrontements de clans et des intrigues d'appareils, cette gangrène de la vie politique, je m'exprimerai avec le souci, partagé certainement par le plus grand nombre, de contribuer à la recomposition des larges forces qui se prononcent dans les actes pour le progrès social et démocratique.

La modernité ne doit pas être un rêve inaccessible ou se transformer en un de ces tragiques cauchemars faits de consumérisme et d'exclusion, que vivent sous des formes différentes les pays développés d'Occident ou les pays laissés pour compte d'Afrique.

Pour cela, il faut entre autres que l'action et la vie politiques insufflent au coeur de la modernité l'élan et la substance démocratiques.

Cet élan et ce contenu ne seront pas pures inventions intellectuelles ou spéculations idéologiques. Ils correspondront au niveau de développement matériel et culturel de

notre peuple, à ses besoins et aspirations légitimes et pressants. Ils ne pourront surgir que du mouvement de notre société, en interaction avec les enjeux de pouvoir et les évolutions à l'échelle mondiale. Ils doivent à la fois préserver la richesse des expériences passées et s'enrichir des potentialités à venir.

La grande difficulté à réaliser cette tâche mérite qu'on s'y attelle ensemble en renonçant, en cas de divergences surmontables par le débat et l'expérience, à la néfaste mentalité des exclusives collectives et individuelles, aux tristes mentalités de *"pousse-toi de là que je m'y mette"* ou *"je ne participerai que si tu t'écartes"*.

L'entreprise est si vaste qu'il y a place pour toutes les énergies et sensibilités patriotiques qui ont à coeur la paix civile et l'esprit de coopération dans le respect de la sécurité et des opinions légitimes des citoyens. **Sans cela, notre pays ne sera ni édifié ni vivable.**